

Unité départementale de l'Aisne  
47, avenue de Paris  
02200 Soissons

Soissons, le 23/09/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ARF**

22 rue Jean Messenger-BP 40137  
59330 Saint-Remy-Du-Nord

Références : ARF24RINSP353  
Code AIOT : 0005100154

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement ARF implanté 9 Route de Soissons ZI de la Soudière 02300 Chauny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARF
- 9 Route de Soissons ZI de la Soudière 02300 Chauny
- Code AIOT : 0005100154
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ARF exploite un centre de traitement de déchets industriels dangereux dans la zone industrielle sud de la commune de Chauny. Les activités réalisées sur le site sont les suivantes :  
- décapage par pyrolyse d'emballages métalliques souillés et d'accessoires métalliques souillés dans

- un four statique à sole mobile, d'une capacité maximale de 3 t/h ;
- incinération de déchets liquides HPC (Haut Pouvoir Calorifique) et BPC (Bas Pouvoir Calorifique) dans une enceinte de post-combustion alimentée au gaz naturel, d'une capacité maximale de 7 t/h, permettant le traitement des fumées issues du four à pyrolyse ;
  - production de vapeur à partir des gaz de combustion issus du four et de l'enceinte de post-combustion ;
  - traitement par broyage d'aérosols et traitement des fractions liquides, gazeuses et solides.

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2009, complété par l'arrêté du 7 février 2017, qui autorise la société DEM à procéder à des activités de transit, regroupement, traitement et incinération de déchets industriels sur la commune de Chauny.

L'établissement est globalement soumis à autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Il est classé « Seuil Haut » par dépassement direct des quantités mentionnées dans la nomenclature des ICPE pour le stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique (rubrique 4511).

La société DEM, filiale du groupe ARF, a fait l'objet d'une opération de fusion par voie d'absorption par la société ARF. Par courrier du 23 septembre 2019, la société ARF a déclaré la reprise de l'exploitation du site sis route de Soissons à Chauny avec effet rétroactif au 1er juillet 2019. Cette reprise d'exploitation a été actée par l'arrêté préfectoral du 01/06/2021.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Conformité incinérateurs IED

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                                  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 2  | Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a | Demande de justificatif à l'exploitant   | 6 mois                |
| 8  | Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques       | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1   | Demande d'action corrective  | 6 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                                  | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1  | Applicabilité de l'arrêté ministériel                           | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1              | Sans objet        |
| 3  | Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                                | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 4  | Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5 | Sans objet        |
| 5  | Efficacité énergétique de l'installation                                    | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.7 | Sans objet        |
| 6  | Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales           | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1 | Sans objet        |
| 7  | Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales     | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2 | Sans objet        |
| 9  | Respect des VLE associées aux rejets aqueux                                 | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8     | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite avait pour objet de vérifier que l'exploitant respecte les nouvelles conditions d'exploitation suite à la publication des MTD applicables aux installations d'incinération. Il ressort des constats que la demande de maintien par l'exploitant pour les Nox à une VLE de 170 mg/Nm3 est permise par les textes mais que les résultats obtenus au cours des dernières années semblent montrer que la VLE à 150 mg/Nm3 est le plus souvent atteignable sans traitement complémentaire. La surveillance du paramètre mercure doit être renforcée sur une période de 6 mois du fait du résultat du contrôle inopiné pour vérifier les hypothèses du dossier de réexamen.

Les autres paramètres et les prescriptions vérifiées n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1          |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Situation administrative de l'installation |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |

|   |
|---|
| <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes :</p> <p>1. Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets :</p> <p>a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ;</p> <p>2. Élimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets :</p> <p>a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ;</li> <li>- plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ;</li> <li>- des déchets municipaux en mélange sont incinérés.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Rubrique <b>3520</b> capacité 7t/h pour 60000 t/an</p> <p>La quantité éliminée en 2023 était autour de 40000 tonnes de déchets liquides.</p> <p>Le four de nettoyage par traitement thermique (rubrique 2566) est en sommeil.</p> <p>L'activité d'élimination des aérosols, avec un tri préalable, était à l'arrêt du fait du niveau de remplissage de la cuve des jus associé au procédé (fonctionnement normal).</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 2 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6).</p> <p>Notas :</p> <p>(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année.</p> <p>(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p>   |

Extrait du dossier de réexamen :

Concernant le mercure, une surveillance ponctuelle à fréquence semestrielle est en place. De plus, la société ARF effectue une mesure du mercure sur tout déchet liquide destiné à l'incinération. Sur les 5 dernières années (7 338 analyses entre 2015 et 2020), les teneurs mesurées en mercure sur les déchets varient de 0 à 40,4 mg/kg, avec une moyenne de 0,024 mg/kg. Le site ne reçoit aucun déchet dont la teneur en mercure est supérieure à 100 mg/kg.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La mesure semestrielle (déchets liquides et gaz issus de la compression des aérosols pour destruction dans le four) qui est en place doit être remplacée par une mesure mensuelle durant 6 mois du fait que le contrôle inopiné, même sur un seul essai, atteint une valeur de 0,04 mg/Nm<sup>3</sup>. Durant cette même période, la teneur en mercure des déchets entrants doit être enregistrée (fiche acceptation).

Afin de confirmer qu'il s'agit bien d'un monoflux de déchets, il faut que les déchets qui le composent soient de nature constante c'est à dire s'ils soient régulièrement contrôlés, ce qui est le cas, et proviennent des mêmes producteurs. L'exploitant doit obtenir de chaque producteur un écrit qui confirme la stabilité du procédé de fabrication dans le temps.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

**Prescription contrôlée :**

PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois.

(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.

PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm<sup>3</sup>.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

**Constats :**

Les PBDD/F ne sont pas recherchés. L'exploitant a justifié par l'absence d'ajout de réactif bromé dans la chaudière, et la teneur en halogène totaux, exprimés en chlore qui doit être inférieure à 1 %. Il fait tout de même réaliser à chaque campagne de mesure à son initiative la mesure des PBDD/F (résultat obtenu sous la limite de détection).

Les PCB/DL, en plus des mesures réalisées lors de contrôles externes (voir résultats ci-après), sont quantifiés par le laboratoire sur les cartouches mensuelles à partir de juin 2024.

20 novembre 2022 PCB/DL 0,00068

15 novembre 2023 PCB/DL 0,00055

PCDD/PCDF Dioxine et furannes pas de dépassement et résultats conforme à la nouvelle VLE (0,08 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup>)

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

##### **Prescription contrôlée :**

Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

##### **Constats :**

Cette prescription avait été vérifiée lors de l'inspection du 26 novembre 2023. L'exploitant a transmis par courriel du 8 mars 2024 le rapport relatif à la mesure des rejets atmosphériques réalisée en période de redémarrage en dehors de toute introduction de déchets le 12/10/2023. L'exploitant prévoit une campagne similaire tous les 3 ans.

Les résultats d'analyses communiqués n'appellent pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Efficacité énergétique de l'installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.7

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Efficacité énergétique

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant détermine, dans le cas d'une nouvelle unité d'incinération ou après chaque modification d'une unité d'incinération existante susceptible d'avoir une incidence notable sur l'efficacité énergétique, l'efficacité de production électrique brute, l'efficacité de valorisation

énergétique brute ou le rendement de la chaudière en procédant à un essai de performance à pleine charge. Dans le cas d'une unité d'incinération existante qui n'a pas fait l'objet d'un essai de performance, ou lorsqu'il n'est pas possible de réaliser un essai de performance à pleine charge pour des raisons techniques, il est possible de déterminer l'efficacité de production électrique brute, l'efficacité de valorisation énergétique brute ou le rendement de la chaudière en tenant compte des valeurs de conception dans les conditions de l'essai de performance. L'efficacité de production électrique brute ainsi que l'efficacité de valorisation énergétique brute sont explicités au sein de l'annexe 1 - paragraphe 1.4. Les rendements indiqués dans le tableau ci-après pour les installations d'incinération des boues d'épuration et des déchets dangereux autres que les déchets de bois dangereux sont exprimés comme le rendement de la chaudière. Ce dernier représente le rapport entre l'énergie produite par la chaudière (par exemple, vapeur, eau chaude) et l'énergie fournie au four par la combustion des déchets et du combustible auxiliaire (exprimées en fonction du pouvoir calorifique inférieur). Les unités d'incinération respectent les niveaux d'efficacité énergétiques minimaux fixés dans le tableau de l'article 2.2.7

#### Constats :

Un plan d'efficacité énergétique a été formalisé en 2023. Il est basé exclusivement sur la gestion de la vapeur produite dont une partie est vendue à un client unique provenant des opérations de traitement des déchets. La mise en place d'un échangeur vapeur supplémentaire n'est pas envisageable du fait du manque de place. Le niveau de pression de la vapeur fournie ne permet pas d'envisager une production d'électricité pour pallier les périodes où le client n'a pas de besoin.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le



|   |
|---|
| motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a présenté son plan de gestion des OTNOC sur la base d'un modèle unique pour l'ensemble des sites d'ARF. Il n'a pas fixé de durée d'indisponibilité en considérant que cette donnée est déjà fixée par les règles existantes. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 7 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'évaluation périodique consiste en : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;</li> <li>- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;</li> <li>- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;</li> <li>- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.</li> </ul>   |
| <b>Constats :</b><br><br><div> <b>Constats</b><br/> Extrait du dossier de réexamen :<br/> Plusieurs mesures sont prises sur le site en cas d'OTNOC, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- mise en place d'un guide des procédures à suivre en condition d'exploitation dégradée ;</li> <li>- arrêt contrôlé ou en urgence de l'installation en cas de dérive importante ;</li> <li>- asservissement de coupure de l'installation en cas de dépassement des VLE pendant 4 heures consécutives ;</li> <li>- suivi tracé de la maintenance ;</li> <li>- point process lors de la réunion systématique ayant lieu à chaque changement de poste.</li> </ul> Le site dispose de procédures pour gérer les phases d'arrêt et de démarrage avec notamment l'utilisation d'une canne d'injection au fioul au niveau du brûleur post-combustion, utilisée au démarrage de la combustion et pour le maintien de la température.<br/> Il possède également un groupe électrogène de secours en cas d'arrêt des équipements électriques du process.<br/> En cas de défaillance ou d'arrêt accidentel, un compte-rendu des incidents est réalisé et des mesures correctives sont mises en place. Le site met en place une maintenance préventive continue des installations. </div> |

Les mesures proposées n'appellent pas d'observation de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.

Constats :

Constats

Arrêté préfectoral en vigueur du 7/02/2017

Moyenne journalière mg/Nm<sup>3</sup>.

VLE poussière 5 VLE COVT non définie VLE CO 30 VLE HCL 8 VLE HF 1 VLE SO2 40

VLE Nox 170 VLE NH3 non définie VLE Cd+Tl 0,05

VLE Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Ni+V (Sn,Se,Te,Mn) 0,5

VLE Hg 0,05 VLE As 0,05 VLE Cr 0,1

Les VLE de l'arrêté ministériel sont équivalentes excepté pour :

COVT pour une VLE à 10

CO pour une VLE à 50

Cd + Tl pour une VLE à 0,02

Hg pour une VLE à 0,02

Nox pour une VLE à 150 (voir ci-après).

Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Ni+V pour une VLE à 0,5

As et Cr pas de VLE

Le 10 et 11 avril 2024 (contrôle inopiné) la valeur pour le mercure (Hg) 0,04364 mg/Nm<sup>3</sup> a été mesuré sur un seul essai car le résultat attendu étant inférieur à 20% de la valeur attendue.

La valeur attendue (0,05 dans l'arrêté d'autorisation) n'a pas pris en compte la VLE de l'arrêté ministériel (0,02 mg/Nm<sup>3</sup>). Le bureau de contrôle n'a donc pas signalé cet écart dans son rapport.

Le résultat sur un seul essai n'est pas retenue, l'exploitant a néanmoins prévu une nouvelle analyse

.

Nox (VLE AM 150 sans justificatif)

L'exploitant demande le maintien à 170 mg/Nm<sup>3</sup> Il justifie cette demande par les incertitudes d'abattement des Nox par injection d'urée dans des installations datant de 2005 qui n'ont pas été conçues pour ajouter un traitement complémentaire des fumées (temps de séjour court).

L'historique des données pour les Nox montrent des pics au-delà des 150 mg/Nm<sup>3</sup>. L'historique

des contrôles inopinés, 221 en mars 2022, 114 en juin 2022, 170 en mars 2023 et 102 en avril 2024 permettent de considérer que le respect d'une VLE à 150 mg/Nm<sup>3</sup> est possible sans abattement complémentaire.

Il est constaté sur place que l'exploitant ne dispose pas de la place nécessaire pour mettre un traitement complémentaire (SCR) pour les Nox ce qui implique que la valeur des Nox doit être de 150 ou entre 150 et 180 mg/Nm<sup>3</sup> après avis du coderst

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'optimiser les paramètres de conduite et réglages de son process (vitesse introduction des déchets, nature des déchets, apport d'air primaire et secondaire, entrée d'air ..) pour viser une valeur en NOx en dessous des 150 mg/ Nm<sup>3</sup> sans ajouter de traitement complémentaire. Cette optimisation doit être faite sur 6 mois et permettra de fixer la VLE pour les NOx après cette période.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 9 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions

**Prescription contrôlée :**

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté.

**Constats :**

Il faut prendre en considération selon l'arrêté ministériel :

- les effluents aqueux résultant de l'épuration des fumées,
- les effluents aqueux résultant du traitement des mâchefers.

Pour le site les fumées et mâchefers ne sont pas en contact avec des effluents. Les eaux de ruissellements sont encadrés par l'arrêté préfectoral.

L'exploitant a précisé qu'il compte mettre en place une osmose inverse pour réduire le volume des produits de traitements de l'eau de la chaudière et par voie de conséquence réduire la DCO provenant des purges de déconcentration de l'eau de la chaudière.

